

Vers une bioéconomie durable

Déclaration du groupe de l'Agriculture

La transition énergétique est en marche et les agriculteurs se sont inscrits dans les nouveaux modes de développement et de production qu'elle implique. C'est aussi, pour notre secteur, un nouveau domaine d'investissement, des systèmes de production innovants, une nouvelle source de croissance et des gains de compétitivité. Pour nous, la bioéconomie c'est une manière de valoriser intelligemment et durablement la biomasse pour l'ensemble des besoins de notre société en termes d'alimentation, de chimie, de transport et bien entendu d'énergie. C'est aussi un moyen de répondre aux défis démographiques, climatiques et environnementaux actuels.

La bioéconomie doit nous permettre de créer plus de valeur ajoutée à partir de la photosynthèse, renforcer l'économie de nos entreprises et de nos filières et créer des emplois sur l'ensemble du territoire. Elle concerne principalement trois grandes filières qui se développent à la faveur d'investissements importants : les matériaux biosourcés, les bioénergies et la chimie verte.

En ce sens, nous partageons les objectifs de la stratégie nationale bioéconomie présentée au mois de janvier 2017 en conseil des ministres.

Nous espérons qu'elle sera porteuse de croissance pour l'agriculture française, avec l'exigence de la triple performance économique, sociale et environnementale. Nous espérons aussi qu'elle sera un levier fort à la fois pour favoriser des productions rémunératrices pour les agriculteurs et les forestiers et structurer les filières de valorisation de la biomasse.

L'avis reprend une partie de ces objectifs mais certaines interrogations amoindrissent le développement de la bioéconomie.

Les préconisations relatives à la consommation de viande ne nous semblent pas pertinentes. Nous regrettons une rédaction qui laisse penser que la viande n'est pas bonne pour la santé et que son mode de production n'est pas durable, ce qui est faux, il suffit de voir où se situent les zones de production.

Sur les productions non alimentaires, les agriculteurs ont toujours plaidé pour une complémentarité des productions alimentaires et non alimentaires. Nous avons également, lors des travaux en section, longuement échangé sur la question de la hiérarchisation des usages. Et nous avons eu beaucoup de mal à nous comprendre. Pour nous, l'essentiel est de maintenir des terres arables et de ne pas les céder à l'artificialisation. Il faut rappeler que la stratégie nationale bioéconomie considère que si l'alimentation est prioritaire, il est légitime de produire du non alimentaire.

Il faut ajouter que pour produire ce non alimentaire, les biotechnologies seront d'une aide essentielle.

Nous regrettons fortement les interrogations portées sur les biocarburants de première génération que l'avis ne semble pas considérer comme faisant partie de la bioéconomie. On peut très bien poursuivre le développement des biocarburants de deuxième génération sans pour autant supprimer les premières générations ce qui mettrait à mal les investissements importants des filières. Une complémentarité est non seulement souhaitable mais possible.

Enfin, nous aurions souhaité que le CESE s'engage plus franchement en faveur du développement de la bioéconomie. Il manque dans cet avis la volonté de placer la France dans une position compétitive dans ce domaine. Nous aurions pu demander une réglementation stable et pérenne, qui soutienne les investissements en R&D particulièrement lourds.

Malgré les réserves exprimées, le groupe de l'agriculture a voté l'avis.